ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 9 avril 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 2 août 1962 relative aux pensions de retraite et de survie, en ce qui concerne le personnel enseignant", a donné le 30 avril 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e april 1963 door de Minister, Adjunct voor Financiën, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de uitvoering van de wet van 2 augustus 1962 betreffende de rust- en overlevingspensioenen, wat het onderwijzend personeel betreft", heeft de 30e april 1963 het volgend advies gegeven :

Dans le cadre de la loi du 2 août 1962 relative aux pensions de retraite et de survie, le projet d'arrêté royal a pour but de fixer le mode de calcul pour la péréquation des pensions des membres du personnel enseignant.

L'objet du projet n'est cependant qu'imparfaitement réalisé : il ne règle pas la situation des enseignants appartenant à l'enseignement subventionné des degrés normal et artistique et aux établissements techniques communaux non subventionnés.

\+

\+ +

Pour une meilleure compréhension du projet, il serait indiqué de préciser explicitement la portée réelle de chaque disposition au lieu de se référer à l'article 3 de la loi du 2 août 1962.

\+

\+ +

En matière de pension, les règles applicables aux institutrices gardiennes sont celles qui sont prévues pour les instituteurs et institutrices primaires. Il n'est donc pas nécessaire de légiférer pour les institutrices gardiennes en particulier.

.../...

D'autre part, pour l'application des règles définies à l'article 1er, il n'est nullement requis que le maximum des échelles barémiques "ait été attribué" en application de l'arrêté royal du 15 mai 1958 aux instituteurs des sections préparatoires annexées aux athénées royaux, lycées royaux et écoles moyennes de l'Etat dès l'instant que cet arrêté détermine ce maximum.

\+

\+ +

Il serait indiqué de donner, à l'article 1er, l'intitulé complet de l'arrêté royal du 15 mai 1958, d'autant plus que le projet s'y réfère à plusieurs reprises.

\+

\+ +

La date exacte de la loi qui est citée à l'alinéa 3 de l'article 1er est le 30 juin 1951. D'autre part, la disposition de cet alinéa 3 doit être étendue aux institutrices gardiennes.

\+

\+ +

A l'article 2, l'expression "personnel enseignant et assimilé" est employée dans un sens qui est propre à la législation des pensions de retraite et de survie à charge de l'Etat. Elle s'écarte des termes employés par les lois organiques de l'enseignement. Pour éviter toute erreur d'interprétation, il serait préférable de s'écarter de la terminologie de l'une et de l'autre loi.

L'expression "établissements d'enseignement moyen subventionnés" peut également prêter à confusion. L'Etat accorde des subventions-traitements non seulement aux établissements secondaires organisés par les communes et les personnes privées, mais également aux établissements qui dépendent des provinces. Les enseignants provinciaux du degré moyen n'ont cependant pas droit à une pension à charge de l'Etat. C'est pourquoi l'expression "établissements subventionnés" n'est pas adéquate.

D'après les déclarations du fonctionnaire délégué, les dispositions de l'article 2 doivent s'appliquer également aux membres du personnel appartenant à l'enseignement normal et artistique des établissements communaux et privés subventionnés, ainsi qu'aux membres du personnel appartenant à l'enseignement communal non subventionné. Le texte devrait être modifié en ce sens.

Aux termes de l'alinéa 1er de l'article 2, les traitements maximums à envisager "sont ceux qui leur auraient été attribués si à cette date (c'est-à-dire au 1er janvier 1951) ils avaient bénéficié d'un subside-traitement alloué conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 15 mai 1958".

Cette disposition, qui peut s'interpréter de plusieurs manières, ne règle pas la situation de l'enseignant d'un établissement privé subventionné qui n'est pas porteur des titres requis pour exercer sa fonction dans l'enseignement de l'Etat , mais est porteur de

.../...

titres de capacité jugés suffisants pour obtenir un subside-traitement conformément à la loi du 29 mai 1959 et aux arrêtés d'exécution. Le texte proposé ci-après comble cette lacune.

\+

\+ +

L'article 3 du projet gagnerait à être scindé en deux articles distincts, dont le premier réglerait la situation des enseignants appartenant à l'enseignement universitaire et le second, uniquement celle des enseignants de l'Ecole royale militaire.

\+

\+ +

Compte tenu des observations qui précèdent et de quelques observations de pure forme qui ne demandent pas de commentaire, le projet pourrait être rédigé comme suit :

"ARRETE ROYAL RELATIF AUX PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE DU PERSONNEL ENSEIGNANT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, notamment l'article 4bis modifié par la loi du 2 août 1962;

/

Vu la loi du 2 août 1962 relative aux pensions de retraite et de survie , notamment l'article 4, § 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition ... (comme au projet) ...,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux instituteurs ou institutrices primaires et aux institutrices gardiennes des écoles privées subventionnées et des écoles communales, les traitements maximums que l'arrêté royal du 15 mai 1958 fixant les échelles des grades du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique prévoit respectivement pour les instituteurs et les institutrices gardiennes des sections préparatoires annexées aux athénées royaux, lycées royaux et écoles moyennes de l'Etat, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Le montant du supplément de traitement que les communes classées en première catégorie ont régulièrement octroyé au 1er janvier 1951 aux membres du personnel enseignant visé à l'alinéa 1er, conformément à la loi du 30 juin 1951 , est ajouté aux maximums des traitements fixés par cet alinéa. Les suppléments de traitement que les communes classées en 2e, 3e et 4e catégorie ont octroyés aux membres du personnel enseignant sont considérés comme étant compris dans les maximums des traitements.

Tous les autres éléments ... (comme au projet) ...

Article 2.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux membres du personnel des établissements privés, subventionnés et communaux de l'enseignement moyen, normal , technique et artistique, les traitements maximums que l'arrêté royal du 15 mai 1958 prévoit pour les titulaires de fonctions similaires dans les établissements d'enseignement de l'Etat, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères, à condition que les intéressés soient détenteurs des titres requis pour exercer ces fonctions dans l'enseignement de l'Etat. Pour ceux qui ne sont pas en possession des titres requis mais de titres jugés suffisants pour recevoir de l'Etat une subvention-traitement, les traitements maximums correspondants sont ceux de leurs subventions-traitements maximums.

Toutefois, en ce qui concerne l'enseignement moyen, normal, technique et artistique communal, les traitements maximums des barèmes qui ont servi de base à la fixation dos traitements en vigueur au 1er janvier 1951 sont pris en considération s'ils sont supérieurs aux maximums fixés par l'arrêté royal du 15 mai 1958 ou si la fonction exercée n'a pas d'équivalent dans l'enseignement correspondant de l'Etat.

Article 3.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux membres du personnel enseignant des universités de l'Etat, de l'Ecole vétérinaire de l'Etat à Bruxelles (Cureghem) et des Instituts agronomiques de l'Etat à Gand et à Gembloux, les traitements maximums fixés par la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat correspondent à ceux des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Article 4.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux membres du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire, les traitements maximums fixés par la loi du 26 mars 1955 modifiant la loi du 1er juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire correspondent à ceux des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Article 5.-

Notre Ministre, Adjoint aux Finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Het ontwerp-koninklijk besluit bedoelt in het kader van de wet van 2 augustus 1962 betreffende de rust- en overlevingspensioenen, een regeling vast te stellen voor het berekenen van de perekwatie der pensioenen van het onderwijzend personeel.

Het doel van het ontwerp is echter niet geheel verwezenlijkt : het regelt immers niet de toestand van het onderwijzend personeel van het gesubsidieerd normaal- en kunstonderwijs en van de niet-gesubsidieerde gemeentelijke inrichtingen voor technisch onderwijs.

\+

\+ +

Voor een bevattelijker lezing van het ontwerp ware het geraden de werkelijke strekking van iedere bepaling uitdrukkelijk aan te geven, in plaats van te verwijzen naar artikel 3 van de wet van 2 augustus 1962.

\+

\+ +

Inzake pensioenen gelden de regels die van toepassing zijn op onderwijzers en onderwijzeressen uit het lager onderwijs, ook voor de bewaarschoolonderwijzeressen, zodat voor deze geen speciale voorziening nodig is.

.../...

Anderzijds is voor de toepassing van de regels van artikel 1 geenszins vereist dat het maximum der weddeschalen krachtens het koninklijk besluit van 15 mei 1958 "werd toegekend" aan de onderwijzers van de voorbereidende afdelingen van de koninklijke athenea, koninklijke lycea en Rijksmiddelbare scholen, als genoemd besluit dat maximum maar bepaalt.

\+

\+ +

In artikel 1 ware het volledig opschrift van het koninklijk besluit van 15 mei 1958 te vermelden, vooral daar het ontwerp meer dan eens naar dat besluit verwijst.

\+

\+ +

De juiste datum van de in artikel 1, derde lid, vermelde wet is 30 juni 1951. Anderzijds moet de bepaling van dat lid worden uitgebreid tot de bewaarschoolonderwijzeressen.

\+

\+ +

In artikel 2 is de term "het onderwijzend en daarmede gelijkgesteld personeel" gebruikt in een zin die specifiek is voor de wetgeving op de rust- en overlevingspensioenen ten bezware van het Rijk. Hij wijkt af

van de terminologie van de organieke wetten op het onderwijs. Om iedere vergissing bij de interpretatie te voorkomen, ware het geraden van de terminologie van beide wetten af te wijken.

Ook de term "gesubsidieerde middelbare onderwijsinstellingen" kan verwarring stichten. Weddetoelagen worden door de Staat niet alleen verleend aan door gemeenten en particulieren ingerichte secundaire scholen, maar ook aan inrichtingen van de provincies. Provinciale leerkrachten uit de middelbare graad hebben echter geen recht op een pensioen ten bezware van het Rijk. Daarom is de term "gesubsidieerde instellingen" niet geschikt.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moet artikel 2 ook toepassing vinden op het personeel van het normaal- en kunstonderwijs van de gesubsidieerde gemeentelijke en bijzondere inrichtingen, alsook op het personeel van het niet gesubsidieerd gemeentelijk onderwijs. De tekst dient in die zin te worden gewijzigd

Luidens het eerste lid van artikel 2 zijn de in aanmerking te nemen maximumwedden "deze die hun zouden toegekend geworden zijn indien zij op voornoemde datum (1 januari 1951) het genot van een weddetoelage, verleend overeenkomstig artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 mei 1958, hadden bekomen".

.../...

Deze bepaling kan op verschillende wijze worden uitgelegd en regelt niet de toestand van leerkrachten van een gesubsidieerde bijzondere inrichting, die niet de vereiste bevoegdheidsbewijzen bezitten om hun ambt in het Rijksonderwijs uit te oefenen, maar in het bezit zijn van bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht worden om overeenkomstig de wet van 29 mei 1959 en de uitvoeringsbesluiten recht op een weddetoelage te geven. De hierna voorgestelde tekst vult die leemte aan.

\+

\+ +

Artikel 3 van het ontwerp kan beter in twee afzonderlijke artikelen worden gesplitst ; een tot regeling van de toestand van de leerkrachten uit het universitair onderwijs, een ander dat uitsluitend de toestand van de leerkrachten van de Koninklijke Militaire School regelt.

\+

\+ +

Gelet op deze opmerkingen en op een aantal andere over de vorm, die geen commentaar behoeven, kan het ontwerp als volgt worden gelezen :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET RUST- EN OVERLEVINGS-PENSIOEN VAN HET ONDERWIJZEND PERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet

Gelet op de wet van 14 juli 1951 houdende perekwatie van de rust- en overlevingspensioenen, inzonderheid op artikel 4bis, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 1962 ;

Gelet op de wet van 2 augustus 1962 betreffende de rust- en overlevingspensioenen, inzonderheid op artikel 4, § 1 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht ... (zoals in het ontwerp) ... ;

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Voor het berekenen van de herziening der rust- en overlevingspensioenen van onderwijzers of onderwijzeressen uit het lager onderwijs en van bewaarschool-onderwijzeressen van gesubsidieerde bijzondere scholen

.../...

en van gemeentescholen, stemmen de maximumwedden welke het koninklijk besluit van 15 mei 1958 tot vaststelling van de schalen verbonden aan de graden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs onderscheidenlijk bepaalt voor de onderwijzers en bewaarschoolonderwijzeressen van de voorbereidende afdelingen verbonden aan koninklijke athenea en lycea en aan Rijksmiddelbare scholen, overeen met de maximumwedden van de weddeschalen die op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries van kracht waren.

Het bedrag van de weddetoeslag, door gemeenten van de eerste categorie overeenkomstig de wet van 30 juni 1951 op 1 januari 1951 regelmatig toegekend aan de leden van het onderwijzend personeel bedoeld in het eerste lid, wordt bij de in dat lid bepaalde weddemaxima gevoegd. De weddetoeslagen, door gemeenten van de tweede, derde en vierde categorie aan het onderwijzend personeel toegekend, worden beschouwd als in de weddemaxima begrepen te zijn.

Alle overige bestanddelen van het weddemaximum van het hiervorenbedoelde onderwijzend personeel op 1 januari 1951, worden in aanmerking genomen voor de waarde welke de op die datum geldende meest recente weddeschalen daaraan toekenden.

.../...

Artikel 2.-

Voor het berekenen van de herziening der rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de gesubsidieerde bijzondere inrichtingen en van de gemeentelijke inrichtingen voor middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, stemmen de maximumwedden welke het koninklijk besluit van 15 mei 1958 bepaalt voor de titularissen van soortgelijke ambten in Rijksonderwijsinrichtingen, overeen met de maximumwedden van de weddeschalen die op 1 januari 1951 voor het personeel der ministeries van kracht waren, op voorwaarde dat de betrokkenen in het bezit zijn van de vereiste bevoegdheidsbewijzen om die ambten in het Rijksonderwijs uit te oefenen. Voor degenen die niet in het bezit zijn van de vereiste bevoegdheidsbewijzen,maar van bevoegdheidsbewijzen die voldoende geacht worden om recht te geven op een weddetoelage van de Staat, zijn de overeenkomstige maximumwedden die van hun maximumweddetoelagen.

Nochtans worden, wat het gemeentelijk middelbaar normaal-, technisch en kunstonderwijs betreft, de maximumwedden van de weddeschalen die tot basis voor het vaststellen van de op 1 januari 1951 van kracht zijnde wedden hebben gediend, in aanmerking genomen indien zij hoger zijn dan de bij het koninklijk besluit van 15 mei 1958 vastgestelde maxima of indien het uitgeoefend ambt geen equivalent in het overeenkomstig Rijksonderwijs heeft.

.../...

Artikel 3.-

Voor het berekenen van de herziening der rust- en overlevingspensioenen van het onderwijzend personeel van de Rijksuniversiteiten, van de Rijksveeartsenijschool te Brussel (Kuregem) en van de Rijkslandbouwinstituten te Gent en te Gembloux, stemmen de maximumwedden bepaald in de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten, overeen met die van de weddeschalen die op 1 januari 1951 voor het personeel der ministeries van kracht waren.

Artikel 4.-

Voor het berekenen van de herziening der rust- en overlevingspensioenen van het burgerlijk onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School, stemmen de maximumwedden bepaald in de wet van 26 maart 1955 tot wijziging van de wet van 1 juli 1948 betreffende het statuut en de bezoldiging van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijke Militaire School, overeen met die van de weddeschalen die op 1 januari 1951 voor het personeel der ministeries van kracht waren.

Artikel 5.-

Onze Minister, Adjunct voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. A. VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. DE LEUZE.

(s.) J. SUETENS.